

Algemene transportvoorwaarden

Een gecoördineerde update!



Met de publicatie van de wet van 15 juli 2013 betreffende het vervoer van goederen over de weg en de bijhorende uitvoeringsbesluiten (K.B. van 22 mei 2014 en M.B. van 23 mei 2014) in het Belgisch Staatsblad in 2014, was UPTR van mening dat het hoog tijd was om een nieuwe versie van de algemene transportvoorwaarden, die te vinden zijn op de achterkant van haar CMR-vrachtbrieven, te voorzien.

De wereld van het transport is de hele tijd in beweging en, in 2017, zitten we opnieuw in een situatie die een update van de algemene transportvoorwaarden wenselijk maakt.

Om dit mogelijk te maken, hebben de drie erkende transportfederaties de handen in elkaar geslagen en beroep gedaan op de professionele kennis en ervaring van Meester Filip Melis inzake het transportrecht. Zijn opdracht bestond er niet enkel uit de algemene transportvoorwaarden aan te passen aan de huidige juridische werkelijkheid maar ook om ze, en dit is zo mogelijk nog belangrijker, te laten anticiperen op mogelijke juridische ontwikkelingen op korte, middellange en lange termijn.

Hierna vindt u de apotheose algemene transportvoorwaarden. Uit het feit dat het om “algemene voorwaarden” gaat, volgt vanzelfsprekend dat deze voorwaarden slechts een minimum zijn van de meest essentiële juridische bescherming van vervoerders.

De algemene transportvoorwaarden dienen echter niet ter vervanging van een transportovereenkomst. Dit laatste is nog steeds nodig om uitdrukkelijk de rechten en plichten tussen de vervoerder en zijn opdrachtgever vast te leggen. Om voorgaande reden stelt UPTR een actueel model van zulke transportovereenkomst ter beschikking van zijn leden. Dit model is op aanvraag te bekomen.

Ook hier geldt dat deze transportovereenkomst niet ter vervanging dient van de betalingsvoorwaarden. Deze voorwaarden dienen duidelijk te stipuleren welke betaaltermijnen de vervoerder hanteert.

*Michaël Reul,
Secretaris-Generaal.*

CONDITIONS GÉNÉRALES POUR LE TRANSPORT PAR ROUTE

Généralités - Application

Le présent contrat de transport, national ou international, est régi par les dispositions de la convention CMR et par les présentes conditions. Les conditions et prescriptions contraires de l'expéditeur ou du destinataire ne sont pas applicables, à moins qu'elles ne soient acceptées expressément et par écrit par le transporteur. La signature de la lettre de voiture par le chargeur, le personnel de quai et le commissionnaire-expéditeur engage l'expéditeur, et la signature par les armateurs, les manutentionnaires ou le personnel de quai à destination engage le destinataire. L'expéditeur se porte fort pour sa partie contractante, le destinataire, que celle-ci a connaissance des présentes conditions et est d'accord avec celles-ci, à défaut de quoi il indemniserait le transporteur de tous les frais et le garantirait contre toute éventuelle prétention.

Chargement – Déchargement – Poids

Sauf indication écrite contraire, les parties conviennent expressément que le chargement et le déchargement sont assurés respectivement par l'expéditeur ou le destinataire. Dans la mesure où le chauffeur est prié par l'expéditeur ou par le destinataire d'effectuer ces opérations, il le fera sous la surveillance, le contrôle et la responsabilité formels respectivement de l'expéditeur ou du destinataire. Le transporteur n'assume aucune responsabilité pour les dommages causés par et/ou pendant le chargement et le déchargement. Sauf indication écrite contraire et dans la mesure où cela est possible et/ou nécessaire, l'arrimage est assuré par le transporteur sur la base des instructions de l'expéditeur ou du chargeur qui sont données conformément à la législation en vigueur en fonction du trajet. Si le véhicule utilisé par le transporteur ou l'arrimage s'avère inadapté parce que des informations incorrectes ou incomplètes ont été communiquées par l'expéditeur ou par le chargeur ou si l'emballage de transport ne s'avère pas suffisamment solide pour permettre une bonne sûreté du chargement, les frais et les dommages qui en résultent seront intégralement à la charge de l'expéditeur. La livraison a lieu au seul ou au quel des bâtiments s'il n'y a pas d'autre lieu convenu. Le déplacement du véhicule sur le terrain de l'expéditeur, du chargeur ou du destinataire a entièrement lieu suivant les instructions et sous la responsabilité de ceux-ci. Le transporteur peut toutefois s'opposer à ces instructions s'il est convaincu que les circonstances locales compromettent la sécurité de son véhicule ou du chargement. S'il n'y a aucune personne compétente sur place, à l'heure de livraison convenue, le transporteur est instruit de décharger le bien à livrer sur place, après quoi la livraison sera communiquée par le transporteur à l'expéditeur/au donneur d'ordre du transport, de n'importe quelle manière et ce dernier sera censé avoir accepté cette livraison sans aucune réserve.

À moins que l'expéditeur n'ait expressément demandé au transporteur de contrôler le poids brut du chargement au sens de l'article 8 alinéa 3 de la Convention CMR, l'expéditeur reste responsable de toute surcharge, fût-ce par essai, qui est constatée pendant le transport. L'expéditeur couvrira tous les frais qui en résultent, en ce compris le préjudice lié à l'immobilisation du véhicule et toutes les éventuelles amendes ou tous autres dépens qui pourraient en résulter.

Instructions

Les préposés du transporteur ne peuvent accepter aucune instruction ni aucune déclaration qui engage le transporteur au-delà des limites prévues en ce qui concerne : - la valeur des marchandises qui doivent servir de référence en cas de perte totale ou partielle, ou encore d'avarie (art. 23 et 25 CMR) - les délais de livraison (art. 19 CMR) - les instructions de remboursement (art. 21 CMR) - une valeur spéciale (art. 24 CMR) ou un intérêt spécial à la livraison (art. 26 CMR). - des instructions ou déclarations concernant des marchandises dangereuses (A.D.R.) ou marchandises qui font l'objet d'une réglementation spéciale.

Entreposage

En cas d'entreposage par le transporteur, celui-ci ne sera pas responsable en cas de vol avec effraction et/ou violence, incendie, explosion, toudre, chute d'aéronefs, dégâts causés par l'eau, vices propres des marchandises et de leur emballage, vices cachés et force majeure. La responsabilité est, dans tous les cas, limitée à un montant maximum de 8,33 droits de tirage spéciaux (D.T.S.) par kilogramme de marchandises perdues ou endommagées avec un maximum absolu de 25.000 euros par événement ou par série d'événements ayant une seule et même cause des dégâts. Le transporteur n'est pas responsable des dégâts indirects, tels que la perte économique, les dommages consécutifs ou les dommages immatériels.

Temps d'immobilisation

Le transporteur a droit à l'indemnisation des temps d'immobilisation du véhicule routier. À défaut de convention contraire, il est présumé que le transporteur prend à sa charge une heure de chargement et une heure de déchargement. Au terme de cette heure, le transporteur a droit à une indemnité couvrant l'intégralité des frais résultant du temps d'immobilisation complémentaire. Le transporteur a également droit à une indemnité couvrant l'intégralité des frais résultant d'autres temps d'immobilisation quelconque, en tenant compte des circonstances du transport, dépassant la durée normale.

Responsabilité

Le transporteur est uniquement responsable des dommages aux marchandises transportées, conformément aux dispositions applicables de la Convention CMR. Lorsque, en conséquence du transport, des dommages sont causés à d'autres marchandises se trouvant sous la garde de l'expéditeur, du chargeur ou du destinataire, mais qui ne sont pas les marchandises à transporter, le transporteur sera uniquement responsable de dommages résultant de sa faute ou de sa négligence. Quoi qu'il en soit et sauf en cas de dol, l'importance de sa responsabilité pour les dégâts causés à d'autres marchandises que les marchandises à transporter est limitée par sinistre à 8,33 unités de compte pour chaque kg brut de poids du chargement transporté.

Facturation – Paiements – Gage/Rétention

Le donneur d'ordre est tenu de payer le prix de transport, même s'il demande au transporteur de recouvrer le prix de transport auprès du destinataire. En cas d'annulation d'un trajet dans les 24 heures avant le début du trajet, le prix intégral du trajet restera dû au transporteur. Pour l'échange de palettes, le transporteur peut porter en compte une indemnité complémentaire. Toute compensation entre le prix du transport et d'éventuelles sommes à réclamer au transporteur est interdite. Sauf convention contraire par écrit, les factures du transporteur sont payables à l'échéance mentionnée et sans rabais. À défaut de paiement des factures à leur échéance, les montants impayés produiront des intérêts de plein droit et sans mise en demeure préalable au taux d'intérêt tel que prévu dans la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales. Lorsqu'un intérêt tel que mentionné dans l'alinéa précédent est dû, le transporteur a droit de plein droit et sans mise en demeure au paiement d'une indemnisation forfaitaire avec un minimum de 10 % du montant non payé par la partie contractante. L'octroi de cette indemnité raisonnable de 10 % n'exclut pas l'octroi d'une éventuelle indemnité de procédure ni d'autres frais de recouvrement possibles. En outre, à défaut de paiement à l'échéance, toutes les factures non échues deviendront immédiatement et intégralement exigibles de plein droit et sans mise en demeure. Les différentes créances du transporteur à l'égard du donneur d'ordre, même si elles se rapportent à plusieurs expéditions et à des marchandises qui ne sont plus en sa possession, constituent une créance unique et indivisible à concurrence de laquelle le transporteur peut exercer tous ses droits et privilèges. Le transporteur pourra en outre exercer un droit de gage et/ou de rétention sur tout le matériel et/ou toutes les marchandises qu'il envoie, transporte, stocke ou détient d'une quelconque façon, et ce pour couvrir toutes les sommes que son donneur d'ordre est ou sera redevable de quelque chef que ce soit. Nonobstant toute insolvabilité, toute cession de créance, toute forme de saisie et nonobstant tout concours, le transporteur pourra appliquer une compensation ou une novation aux obligations du transporteur à l'égard de sa partie contractante, et aux obligations de cette dernière à l'égard du transporteur. La notification ou la signification d'une insolvabilité, d'une cession de créance, d'une forme quelconque de saisie ou d'un concours ne portera en aucune manière préjudice à ce droit.

Dispositions finales

En cas de contestation entre les parties, les tribunaux du siège social du transporteur seront compétents, sans préjudice de l'application de l'article 31 alinéa 1 de la convention CMR. Le droit belge est applicable.

Au cas où, pour une raison quelconque, une ou plusieurs clauses des présentes conditions générales ne seraient pas applicables, les autres clauses resteront valides.

ALGEMENE VOORWAARDEN VOOR WEGVERVOER

Algemeen - Toepassing

Deze vervoersovereenkomst, nationaal dan wel internationaal, wordt beheerst door de bepalingen van het CMR-verdrag en door onderhavige voorwaarden. Andersluidende voorwaarden en voorschriften van de afzender dan wel gedresseerde zijn niet van toepassing, tenzij deze uitdrukkelijk en schriftelijk zijn aanvaard door de vervoerder. Ondertekening van de vrachtbrief door de verlader, kaipersoneel en commissionair-expediteur bindt de afzender en ondertekening door de stuwadoors, de goederenbehandelaars of het kaipersoneel op bestemming bindt de gedresseerde. De afzender maakt zich sterk voor zijn contractant, de gedresseerde, dat deze kennis heeft van en akkoord gaat met onderhavige voorwaarden, bij gebreke waaraan hij de vervoerder zal vergoeden voor alle kosten en vrijwaren voor elke mogelijke aanspraak.

Lading - Lossing - Gewicht

Behoudens schriftelijke vermelding in andere zin, komen partijen uitdrukkelijk overeen dat de belading en lossing gebeurt door de afzender, resp. de gedresseerde. In de mate dat de chauffeur door de afzender of de gedresseerde verzocht wordt om deze daden te stellen, gebeurt dit onder uitdrukkelijk toezicht, controle en verantwoordelijkheid van de afzender, resp. de gedresseerde. De vervoerder draagt geen enkele aansprakelijkheid voor schade veroorzaakt door, en/of tijdens belading en lossing. Behoudens schriftelijke vermelding in andere zin en voor zover dit mogelijk en/of noodzakelijk is, wordt de stuwung uitgevoerd door de vervoerder op basis van de instructies van de afzender of verlader die conform de geldende wetgeving in functie van het traject worden gegeven. Indien het door de vervoerder aangevorderde voortuig of de gehanteerde stuwung ongeschikt blijkt om er incorrecte of onvolledige informatie niet meegeedeld door de afzender of verlader of wanneer de transportverpakking niet stevig genoeg blijkt om een correcte ladingzekering mogelijk te maken, zullen de kosten en schaden hierdoor ontstaan integraal ten laste van de afzender voor het vervoer vallen. De aflevering gebeurt aan de drempel of aan de kaai van de gebouwen indien geen andere plaats werd overeengekomen. De verplaatsing van het voortuig binnen het terrein van de afzender, verlader of gedresseerde gebeurt geheel op instructie en onder verantwoordelijkheid van die laatste. De vervoerder kan zich evenwel verzetten tegen deze instructies indien deze naar zijn overtuiging de plaatselijke omstandigheden zijn voortuig of de lading in gevaar brengen. Indien er geen bevoegde ter plaatse is op het afgesproken ogenblik van de aflevering, wordt vervoerder geïnstrueerd om het te leveren goed ter plaatse te ontfangen, waarna de aflevering door de goederen die moeten dienen als referentie in geval van volledig of gedeeltelijk verlies, of nog van beschadiging (art. 23 en 25 CMR) - de afleveringstermijnen (art. 19 CMR) - de rembursementsinstructies (art. 21 CMR) - een bijzondere waarde (art. 24 CMR) of een bijzonder belang bij de aflevering (art. 26 CMR). - instructies of verklaringen met betrekking tot de gevaarlijke goederen (A.D.R.) of goederen die het voorwerp uitmaken van een bijzondere reglementering.

Instructies

De aangestelden van de vervoerder kunnen geen enkele instructie of aangifte aanvaarden die de vervoerder verbindt buiten de voorziene perken voor wat betreft : - de waarde van de goederen die moeten dienen als referentie in geval van volledig of gedeeltelijk verlies, of nog van beschadiging (art. 23 en 25 CMR) - de afleveringstermijnen (art. 19 CMR) - de rembursementsinstructies (art. 21 CMR) - een bijzondere waarde (art. 24 CMR) of een bijzonder belang bij de aflevering (art. 26 CMR).

Opslag

In het geval van opslag door de vervoerder, is deze niet aansprakelijk in geval van diefstal met braak en/of geweld, brand, ontplofing, bliksem, inslag van luchtvaartuigen, waterschade, eigen gebrek van de goederen en hun verpakking, verborgen gebreken en schade. De aansprakelijkheid bedraagt in elk geval een maximum bedrag van 8,33 speciale trekkingsrechten (S.T.R.) per kilogram verloren of beschadigde goederen met het absolute maximum van 25.000 euro per gebeurtenis of reeks van gebeurtenissen met één en dezelfde schadeoorzaak. De vervoerder is niet aansprakelijk voor enige indirecte schade, waaronder economisch verlies, gevolgschade of immateriële schade.

Immobilisatietijden

De vervoerder is gerechtigd op de vergoeding van de immobilisatietijden van het vervoer. Bij ontstentenis van andersluidende overeenkomst, wordt aangenomen dat de vervoerder is ook uur laden en een uur lossen voor zijn rekening neemt. Na afloop van dit uur is de vervoerder gerechtigd op vergoeding voor het geheel van de kosten die uit deze bijkomende immobilisatietijd voortvloeien op vergoeding voor het geheel van de kosten die voortvloeien uit andere immobilisatietijden die, rekening houdende met de omstandigheden van het transport, de gebruikelijke duur overschrijden.

Aansprakelijkheid

De vervoerder is enkel aansprakelijk voor schade aan de vervoerde goederen, conform de toepasselijke bepalingen van het CMR-Verdrag. Wanneer naar aanleiding van het transport, aan andere goederen die zich onder de hoede van afzender, belader of gedresseerde bevinden, maar die niet de te vervoeren goederen zijn, schade ontstaat, dan is de vervoerder slechts aansprakelijk voor schade te wijten aan diens fout of nalatigheid. Hoe dan ook en behoudens in gevallen van opzet, is de omvang van zijn aansprakelijkheid voor de schade aan andere dan de te vervoeren goederen per schadegeval beperkt tot maximaal 8,33 rekenheden voor elk bruto kg gewicht van de vervoerde lading.

Facturatie – Betalingen – Pand/Retentie

De opdrachtgever is gehouden tot betaling van de vrachtprijs, zelfs indien hij de vervoerder verzocht de vrachtprijs te innen bij de gedresseerde. In geval van annulatie van een rit binnen de 24 uren voor aanvang van de rit, blijft de volledige ritprijs verschuldigd aan de vervoerder. Voor palletrekl van de vervoerder een bijkomende vergoeding aanrekenen. Er mag geen schuldvergelijking worden toegepast tussen de vrachtprijs en de eventuele van de vervoerder gevorderde bedragen. Behoudens anders schriftelijk overeengekomen, zijn de facturen van de vervoerder betaalbaar op de vermeldde vervaldatum en zonder korting. Bij ontstentenis van betaling van de factuur op haar vervaldag en zonder dat een ingebrekestelling noodzakelijk is, zal van rechtswege het nog verschuldigde bedrag interesten opleveren aan een interestvoet zoals voorzien in de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties. Wanneer er een interest zoals in het vorige lid vermeld, verschuldigd is, heeft de vervoerder van rechtswege en zonder ingebrekestelling recht op de betaling van een forfaitaire vergoeding met minimum van 10 % van het door de contractspartij niet betaalde bedrag. De toekenning van deze redelijke schadeloosstelling ad 10% sluit de toekenning van een eventuele rechtsplegingsvergoeding, dan wel van enige andere bewezen invorderingskosten niet uit. Bij ontstentenis van betaling op de vervaldag worden tevens van rechtswege en zonder ingebrekestelling alle niet vervallen facturen onmiddellijk en volledig opeisbaar. De verschillende schuldverordeningen van de vervoerder op de opdrachtgever, zelfs indien zij betrekking hebben op verschillende zendingen en op goederen die niet meer in zijn bezit zijn, vormen één enkele en ondeelbare schuldverordening tot beloop waarvan de vervoerder al zijn rechten en voorrechten mag uitoefenen. Bovendien zal de vervoerder een pand- en/of retentierecht kunnen uitoefenen op alle materiaal en/of goederen die hij verzendt, transporteert, opslaat, of op enige wijze onder zijn heft, en dit tot dekking van alle sommen die zijn opdrachtgever, uit welke oorzaak dan ook verschuldigd is of verschuldigd zal zijn. Niettegenstaande elke insolventie, elke overdracht van schuldverordeningen, elke vorm van beslag en niettegenstaande enige samenloop zal de vervoerder schuldvergelijking dan wel schuldnovatie kunnen toepassen op de verplichtingen die de vervoerder ten overstaan van haar contractspartij heeft, en die deze laatste op de vervoerder heeft. Aan dit recht wordt op geen enkele wijze afbreuk gedaan door de kennisgeving, dan wel betekening van een insolventie, overdracht van schuldverordening, elke vorm van beslag of enige samenloop.

Slotbepalingen

In geval van enige betwisting tussen partijen, zijn, onverminderd de toepassing van art. 31 lid 1 CMR de rechtbanken van de maatschappelijke zetel van de vervoerder bevoegd. Het Belgische recht is van toepassing. Indien één of meer bedingen van deze algemene voorwaarden, om welke redenen dan ook, niet van toepassing zouden zijn, blijven de overige bedingen desondanks geldig.

ALLGEMEINE BEDINGUNGEN FÜR BEFÖRDERUNG IM STRASSENVERKEHR

Allgemein - Anwendung

Dieser nationale bzw. internationale Transportvertrag unterliegt den Bestimmungen der CMR-Vereinbarung (Internationale Vereinbarung über Transportverträge auf Straßen) und den nachfolgenden Bedingungen. Anderslautende Bedingungen und Vorschriften des Absenders bzw. des Empfängers sind nicht anwendbar, es sei denn, sie wurden ausdrücklich und schriftlich vom Transporteur akzeptiert. Die Unterzeichnung des Frachtbriebs durch den Verlader, das Anlegepersonal und den Abfertigungspediteur verpflichtet den Absender und die Unterzeichnung durch die Stauer, das Handhabepersonal oder das Anlegepersonal an der Zieladresse verpflichtet den Empfänger. Der Absender gewährleistet, dass sein Auftragnehmer, der Empfänger, vorliegende Bedingungen kennt und mit ihnen einverstanden ist. In Ermangelung entschädigt er den Beförderer für alle Kosten und schützt er ihn vor jeglicher möglichen Forderung.

Beladung – Abladung – Gewicht

Vorbehaltlich anderslautender schriftlicher Erklärung vereinbaren die Parteien ausdrücklich, dass die Be- und Abladung jeweils durch den Absender bzw. den Empfänger übernommen wird. Insofern der Fahrer vom Absender oder Empfänger darum gebeten wird, diese Handlungen selbst auszuführen, erfolgt dies unter der ausdrücklichen Aufsicht, Kontrolle und Verantwortung jeweils des Absenders bzw. des Empfängers. Der Transporteur haftet überhaupt nicht für Schäden, verursacht durch oder während der Be- und/oder Abladung. Vorbehaltlich anderslautender schriftlicher Erklärung und insoweit dies möglich und/oder notwendig ist, erfolgt die Verstaung durch den Transporteur auf der Grundlage der Anweisungen des Absenders oder Verladern nach den auf der zurückliegenden Strecke geltenden Rechtsvorschriften. Wenn sich das vom Transporteur verwendete Fahrzeug oder die angewandte Verstaung als unangemessen erweist, weil vom Absender oder Verladern falsche oder unvollständige Informationen erteilt wurden oder wenn die Transportverpackung nicht fest genug ist, um eine korrekte Ladungssicherung zu gewährleisten, werden die sich daraus ergebenden Kosten und Schäden vollständig vom Absender getragen. Wenn kein anderer Ort vereinbart wurde, erfolgt die Lieferung an der Schwelle oder der Angestellte der Gebäude. Wenn sich das Fahrzeug innerhalb des Geländes des Absenders, Verladern oder Empfängers bewegen muss, erfolgt dies vollständig unter Anweisung und Verantwortung dieser Letzteren. Der Transporteur kann sich diesen Anweisungen jedoch widersetzen, wenn er davon überzeugt ist, dass die örtlichen Gegebenheiten die Sicherheit seines Fahrzeugs oder der Ladung gefährden. Wenn am vereinbarten Lieferzeitpunkt keine einzige ermächtigte Person anwesend ist, ist der Transporteur beauftragt, die zu liefernde Ware vor Ort abzuladen, danach wird der Absender/Auftraggeber für die Beförderung vom Transporteur über die Lieferung auf egal welche Weise benachrichtigt. Für den Ersten gilt, dass er diese Lieferung vorbehaltlos akzeptiert hat. Vorbehaltlich einer ausdrücklichen Anfrage des Absenders an den Transporteur, das Bruttogewicht der Ladung im Sinne des Art. 8, Absatz 3 CMR zu überprüfen, bleibt der Absender für gleich welche Überladung, auch eine Überladung pro Achse, die während der Beförderung festgestellt wird, verantwortlich. Der Absender wird alle sich daraus ergebenden Kosten, einschli. des Schadens wegen Immobilisierung des Fahrzeugs und aller möglichen Strafen oder anderen Gerichtskosten, die sich hieraus ergeben können, ersetzen.

Anweisungen

Die vom Transporteur eingestellten Arbeitnehmer können keine Anweisungen oder Angaben akzeptieren, die den Transporteur außerhalb der vorgesehenen Grenzen in Anspruch nehmen, was Folgendes betrifft : - den Wert der Waren, der im Falle eines vollständigen oder teilweisen Verlustes oder ebenfalls im Falle von Beschädigung als Referenz dienen soll (Art. 23 und 25 CMR) - die Lieferfristen (Art. 19 CMR) - Rückerstattungsanweisungen (Art. 21 CMR) - einen besonderen Wert (Art. 24 CMR) oder ein besonderes Interesse bei Lieferung (Art. 26 CMR). - die Anweisungen oder Erklärungen bezüglich gefährlicher Güter (ADR) oder Güter, die einer besonderen Regelung unterliegen.

Lagerung

Bei Lagerung durch den Transporteur haftet dieser nicht für Einbruchdiebstahl, Raubüberfälle, Brand, Explosion, Blitzschläge, Luftfahrzeugabsturz, Wasserschaden, einen eigenen Mangel der Güter und ihrer Verpackung, verdeckte Mängel und höhere Gewalt. Die Haftung ist in jedem Fall auf einen Höchstbetrag von 8,33 Sonderziehungsrechten (SZR) pro Kilogramm verloren oder beschädigter Waren mit einem absoluten Höchstbetrag von 25.000 EUR pro Vorfall oder Vorfälleisen mit derselben Schadensursache beschränkt. Der Transporteur haftet nicht für jegliche indirekten Schäden, u.a. wirtschaftlichen Verlust, Folgeschäden oder immateriellen Schaden.

Immobilisierungszeiten

Der Transporteur hat Recht auf eine Entschädigung der Immobilisierungszeit des Straßenfahrzeugs. Mangels anderslautender Vereinbarung wird angenommen, dass der Transporteur eine Stunde zum Beladen und eine Stunde zum Abladen übernimmt. Nach dieser Stunde hat der Beförderer Recht auf eine Entschädigung für alle Kosten, die sich aus dieser zusätzlichen Immobilisierungszeit ergeben. Der Transporteur hat außerdem Recht auf eine Entschädigung aller Kosten, die sich aus anderen Immobilisierungszeiten ergeben, wenn sie unter Berücksichtigung der Speditionsumstände die normale Dauer überschreiten.

Haftung

Der Transporteur haftet nur gemäß den anwendbaren Bestimmungen der CMR-Vereinbarung für Schäden an den transportierten Gütern. Wenn anlässlich der Beförderung Schaden an anderen Gütern entsteht, die der Absender, der Verladern oder der Empfänger in seine Obhut hat, aber die nicht die zu befördernden Güter sind, haftet der Transporteur nur für Schäden, die seinem Fehler oder seiner Fahrlässigkeit zuzuschreiben sind. Auf jeden Fall, und vorbehaltlich absichtlicher Fälle, beschränkt sich der Umfang seiner Haftung für den Schaden an anderen, als den zu befördernden Gütern pro Schadenfall auf höchstens 8,33 Rechnungseinheiten für jeden kg Bruttogewicht der beförderten Ladung.

Rechnungserstellung – Zahlungen – Pfand/Zurückbehaltung

Der Auftraggeber ist zur Zahlung der Frachtkosten verpflichtet, auch wenn er den Transporteur bittet, die Frachtkosten beim Empfänger einzuziehen. Bei Stornierung einer Fahrt innerhalb von 24 Stunden vor Fahrtantritt, sind dem Transporteur die vollständigen Fahrtkosten zu zahlen. Für einen Palettentausch kann der Transporteur eine zusätzliche Vergütung in Rechnung stellen. Die Frachtkosten dürfen nicht mit eventuell vom Transporteur geforderten Beträge verrechnet werden. Vorbehaltlich anderslautender schriftlicher Vereinbarung sind die Rechnungen des Transporteurs am erwähnten Fälligkeitstag ohne Rabatt fällig. In Ermangelung der Zahlung der Rechnung zum Fälligkeitstag und ohne dass es einer vorherigen Inverzugsetzung bedarf, sind für den noch zu zahlenden Betrag von Rechts wegen Zinsen zum geltenden Zinssatz entsprechend dem Gesetz zur Bekämpfung vom Zahlungsverzug im Geschäftsverkehr vom 2. August 2002 zu zahlen. Wenn, wie in vorigen Absatz erwähnt, Zinsen zu zahlen sind, hat der Transporteur von Rechts wegen und ohne Inverzugsetzung Recht auf die Zahlung einer Pauschalentschädigung in Höhe von wenigstens 10% des von der Vertragspartei nicht bezahlten Betrages. Die Zuerkennung dieses angemessenen Schadensersatzes zu 10% schließt die Zuerkennung einer möglichen Verfahrensschadensschätzung bzw. jeglicher anderen bewiesenen Betriebskosten nicht aus. In Ermangelung der Zahlung zum Fälligkeitstag werden alle nicht fälligen Rechnungen von Rechts wegen und ohne Inverzugsetzung sofort und vollständig einfordern. Die verschiedenen Forderungen des Transporteurs an den Auftragnehmer werden, sogar wenn sie sich auf verschiedene Sendungen und auf Güter, die er nicht mehr in Besitz hat, beziehen, als eine einzige und untrennbare Forderung betrachtet. Der Beförderer darf all seine Rechte und Vorrechte bis zur Höhe dieser Forderung ausüben. Außerdem wird der Transporteur auf alle Materialien und/oder Güter, die er verschickt, befördert, lagert oder auf irgendeine Weise unter sich hat, ein Pfand- und/oder Zurückbehaltungsrecht zur Deckung aller Summe, die sein Auftraggeber, aus gleich welchem Grund auch immer, schuldet oder schulden wird, ausüben können. Ungeachtet jeder Insolvenz, jeder Abtretung von Schuldverordnungen, jeder Form von Pfändung und ungeachtet jeglicher Gläubigerkonkurrenz kann der Transporteur in Bezug auf die Verbindlichkeiten, die der Transporteur gegen seine Vertragspartei hat, und die die Letztere gegen den Transporteur hat, eine Aufrechnung oder Schuldumwandlung vornehmen. Die Mitteilung oder Zustellung eines Insolvenzverfahrens, einer Schuldverordnungsabtretung, jeder Form von Pfändung oder einer Konkurrenzsituation beeinträchtigt dieses Recht keineswegs.

Schlussbestimmungen

Im Streitfall zwischen den Parteien entscheiden, beschneidet der Anwendung des Art. 31, Absatz 1 CMR, die zuständigen Gerichte des Gerichtsbezirks, in dem der Transporteur seinen Gesellschaftssitz hat. Das belgische Recht findet Anwendung. Wenn eine oder mehrere Bedingungen dieser allgemeinen Bedingungen, aus welchem Grund auch immer, nicht anwendbar wären, bleiben die anderen Bedingungen trotzdem gelten.

De drie Belgische transportfederaties hebben mij grote eer bewezen door mij de opdracht te geven om de algemene transportvoorwaarden te actualiseren.

In het kader van deze taak spreekt het voor zich dat ik nauw heb samengewerkt met de juristen van deze drie federaties en heb ik tevens het initiatief genomen om advies in te winnen bij de verzekeringswereld (in het bijzonder bij de technische afdeling CMR/Logistiek van de BVT).

De vervoerder dient immers ter dekking van zijn vervoerdersaansprakelijkheid te beschikken over een CMR-aansprakelijkheidsverzekering.

Vanzelfsprekend was het niet de bedoeling om de zaken ingewikkelder te maken, maar eerder om op basis van deze voorwaarden de juridische relaties tussen de vervoerders en een zo groot mogelijk aandeel van de spelers in de logistieke keten (opdrachtgevers, verladers, geadresseerden) vlotter te laten verlopen.

Onze eerste doelstelling was om hierbij zo beknopt en accuraat mogelijk te zijn en om niet, nutteloos, de juridische regels die sowieso van toepassing zijn en reeds duidelijk bepaald zijn in de toepasselijke regelgeving (CMR-verdrag, de wet op het transport, de wet op de betalingsachterstand, ...), te herhalen.

Om te beginnen hebben we het toepassingsgebied van deze algemene transportvoorwaarden zo bepaald dat zij ook van toepassing zijn om de transporten die uitgevoerd worden door lichte bedrijfsvoertuigen.

Vervolgens hebben wij ervoor gezorgd dat een aantal principes nader bepaald en bevestigd werden, zodat ze nu in steen gegrift staan:

- De toepassing van de algemene voorwaarden voor het transport over de weg en de Belgische wetgeving met betrekking tot het internationale en/of nationale

transport, met uitsluiting van de buitenlandse wetgeving (behalve voor het dwingend recht);

- Het principe dat de tussenpersoon die de vrachtbrief ondertekent, de afzender of de geadresseerde verbindt;
- Het principe dat het laden en lossen gebeurt door de afzender of de geadresseerde en dat de stuwing uitgevoerd wordt door de vervoerder op basis van de instructies van de afzender of de verlader die worden gegeven conform de geldende wetgeving in functie van het traject;
- De verantwoordelijkheid van de verlader voor elk geval van overlading, zelfs bij overlading op een as;
- Het principe dat indien er geen bevoegde persoon ter plaatse is, de vervoerder geïnstrueerd wordt om het te leveren goed ter plaatse te ontladen;
- Het principe dat aangestelden van de vervoerders geen enkele instructie kunnen aanvaarden die vervoerder verbindt;
- De invoering van een aansprakelijkheidssysteem met betrekking tot de opslag van goederen;
- Het principe van vergoeding voor immobilisatietijden (die niet beperkt zijn tot de tijd die nodig is voor het laden en lossen);
- De uitsluiting van de aansprakelijkheid van de vervoerder voor schade veroorzaakt aan andere dan de te vervoeren goederen, behoudens in geval van bewezen fout of nalatigheid;
- De beperking van de aansprakelijkheid van de vervoerder voor schade veroorzaakt aan andere dan de te vervoeren goederen;
- De erkenning van een pand- en/of retentierecht in



Filip Melis, Advocaat.

pasbaar op alle materiaal en/of goederen die hij verzendt, transporteert, opslaat of op enige wijze onder zich heeft en dit tot dekking van alle sommen die zijn opdrachtgever, uit welke oorzaak dan ook, verschuldigd is of zal zijn;

- Het verbod op schuldvergelijking tussen de vrachtprijs en de eventueel van de vervoerder gevorderde bedragen;
- Het principe dat de rechtbanken van de maatschappelijke zetel van de vervoerder bevoegd is in geval van enige betwisting tussen partijen.

Vanzelfsprekend versterken deze voorwaarden de contractuele positie van de vervoerder tegenover zijn contracten maar dit met respect voor het evenwicht tussen de belangen van de verschillende partijen van de vervoersovereenkomst.

Filip Melis, Advocaat.
Melis advocaten
Pastoriestraat 336 - 8200 Brugge
T: 050 964 964 - F: 050 961 962
Mail: info@melisadvocaten.be